

«Nous sommes les témoins privilégiés de l'horreur»

(2 partie et fin)

Le professeur Belhadj, agrégé, expert auprès des tribunaux, nous éclaire sur la profession de la médecine légale. Il nous fait voyager dans les dédales de cette discipline pas comme les autres et nous livre les difficultés auxquelles sont confrontés les médecins légistes.

Par Naïma Yachir

Soirmagazine : Vous travaillez en étroite collaboration avec les tribunaux et êtes souvent appelé à présenter des rapports d'expertises. Ces dernières sont déterminantes pour décider de la peine à infliger à l'auteur. C'est une lourde responsabilité qui vous incombe. Comment la vivez-vous ?

Professeur Belhadj : Nous sommes conscients de cette responsabilité, mais il faut savoir que notre rôle n'est pas d'envoyer les gens en prison. On travaille pour faire éclater la vérité. Parfois, les magistrats nous disent qu'en fait «les vrais juges c'est vous». Nous sommes des scientifiques, nous constatons, puis nous travaillons sur la base de données scientifiques tangibles. Et ce sont des résultats et des conclusions que nous présentons en notre âme et conscience au juge, seul habilité à prononcer une sentence. J'ai parlé dans la première partie de l'entretien de ces deux familles qui se disputaient le corps d'une jeune fille. A l'époque, nous étions dépourvus de moyens matériels performants pour arriver à des résultats sans faille.

Eh bien, je me rappelle que lors du séisme de 2003, les Italiens nous ont offert leur aide en matière d'identification des corps par l'ADN. Je leur ai proposé, bien sûr avec l'accord du procureur, d'exhumer une seconde fois le corps. Leur expertise a conforté la mienne. J'ai convoqué la famille qui avait à l'époque réfuté mes conclusions en lui présentant les résultats de l'ADN. Cette fois, elle ne pouvait en aucun cas les rejeter.

On se dirige vers un service de médecine légale pour déposer une plainte contre toutes formes d'agressions. Quelles sont les plus récurrentes ? Les victimes vont-elles toujours au bout de leur plainte ?

Lorsque l'être humain banalise la mort, il n'a plus peur. Il n'a plus d'interdit, il devient par conséquent violent, et plus rien ne l'arrête. Nous sommes dans cette phase. Nous gérons la violence communautaire au quotidien. La violence sur les lieux de travail, sur la voie



Photo : DR

publique, dans le voisinage. Nous assistons à de nouvelles formes de violences organisées. Jadis, les jeunes se bagarraient pour préserver l'honneur de la voisine de quartier à qui on a manqué de respect, c'étaient de petites escarmouches, sans gravité, une sorte de mise en garde. Les jeunes se battaient à mains nues. Aujourd'hui, nous vivons une violence de groupes armés organisés qui usent d'armes d'un genre nouveau : sabres, signaux de bateau, bombes lacrymogènes, fusils-harpons... Si l'on n'arrive pas à gérer, nous sommes à la limite de l'usage des armes à feu. Donc, nous sommes loin des disputes de quartier pour sauver l'honneur. On se bat aujourd'hui pour arracher son statut de chef, de maître de la vente de la drogue. Ce qui m'interpelle c'est le jeune âge des membres. A 24 ans, on est déjà caïd. Je citerai aussi les violences familiales envers

les femmes : celles qui sont agressées par leur époux, celles qui sont violentées par un membre de leur famille ; et il y a les violences du voisinage, un phénomène qui prend de plus en plus d'ampleur surtout dans les nouvelles cités où l'on a recasé des familles venues d'horizons divers dans des logements sociaux ; d'une manière, je dirais, anarchique. Je me souviens que le premier jour où des familles ont été installées il y a eu mort d'homme suite à une bagarre. Je me rends compte que souvent les gens meurent pour un rien du tout ; pour un regard, ou un propos.

La violence a atteint des degrés ahurissants. Quand on effectue 10 000 consultations par an, soit 40 à 45 malades par jour, on arrive à cerner le profil psychologique de la victime. Il y a la nouvelle génération des femmes battues par leur époux.

Pour une giflle, elles n'hésitent pas à déposer plainte. Pourquoi elles portent plainte ? Leur réponse : «Au cas où il demande le divorce, il me chasse de la maison, il me répudie, il m'enlève mon enfant ou il se remarie.» Le certificat est un moyen de faire peur. Souvent, les victimes se présentent à chaud, mais dès qu'il y a présentation au parquet, elles se rétractent.

Il y a aussi ce que l'on appelle dans notre jargon la victimologie : la victime a besoin d'être écoutée, soignée aux plans physique et psychologique. Elle doit être reconnue en tant que telle.

Il arrive aussi qu'une victime ne soit pas reconnue, elle le vit comme une injustice, alors on se fait justice soi-même, c'est donc le recours à la violence. Parfois, on en veut au médecin légiste. Mais ce qu'il faut savoir c'est que nous délivrons un certificat de constatation de lésions récentes post-traumatiques et on fixe une entité (incapacité de travail), mais en aucun cas, nous désignons l'auteur de l'agression ; l'auteur est déclaré par la victime. Le problème c'est que l'Algérien refuse de témoigner. Par conséquent, ceux qui agressent ont compris que les gens ont peur, que souvent ils ne vont pas au bout de leur plainte. Ce qui explique l'acharnement des auteurs. La violence c'est comme une maladie, elle peut occasionner un arrêt de travail momentané, un handicap ou la mort. Il ne faut pas perdre de vue que la victime a droit aux dédommagements.

Il y a un accompagnement judiciaire qui doit être fait par le médecin légiste, la police et l'avocat. Si on n'humanise pas ces trois intervenants, les victimes ne sont pas encouragées à porter plainte.

Il y a ce besoin incessant du juge d'instruction d'avoir la certitude qu'un viol est un «vrai» viol, un suicide, un «vrai» suicide.

Le médecin n'a pas le droit à l'erreur. Vous est-il arrivé de vous tromper ?

En médecine légale, il y a ce que l'on appelle le trépied : la justice, officier de police judiciaire, le magistrat (procureur, juge d'instruction, chambre d'accusation, le magistrat de siège) ; la médecine légale n'est pas une science exacte ; elle se développe à travers le monde.

C'est comme un fleuve avec d'autres disciplines. Elle est sans cesse en évolution. On est toujours à la recherche des moyens les plus récents ; il nous arrive de nous tromper si l'un des trois intervenants que j'ai cités plus haut est défaillant. Le plus important à mon sens, et je ne le répéterai jamais assez, c'est la formation, la formation du trépied.

Les victimes n'hésitent pas à recourir au médecin légiste quand elles sont agressées, une manière peut-être de faire payer leurs actes à leurs agresseurs ?

A chaud, la victime veut se venger. Soit elle le fait elle-même, soit elle fait appel à nos services ; elle vient demander un document légal, un constat de lésions post-traumatiques pour pouvoir entamer la procédure d'une poursuite judiciaire.

Certaines victimes lorsqu'elles quittent le service et ne détiennent pas l'incapacité de travail de 15 jours, elles ne sont pas contentes.

Il faut dire que le parcours judiciaire est long. Une affaire pour coups et blessures volontaires (CPV) pouvait durer un an. Mais la justice a fait un grand pas en avant dans la gestion des affaires y afférentes.

Aujourd'hui, dès le dépôt de plainte au commissariat, le procès-verbal est transmis, dans les heures qui suivent au procureur de la République qui enclenche la poursuite judiciaire.